

Accusée de négliger ses églises, la Mairie de Paris fait un geste

Au conseil municipal, ce mercredi, les élus de droite accusent la mairie de négliger son patrimoine culturel et proposent d'affecter aux églises le fonds de 50 millions d'euros prévu pour la cathédrale. L'exécutif va annoncer une enveloppe de 42 millions d'euros supplémentaires.



La Madeleine figure parmi les bâtiments prioritaires dans la rénovation des églises parisiennes.

Constantin Iosif/Shutterstock

Par Matthieu QUIRET

Publié le 11/06 à 18h40

Début avril, Notre-Dame vivait à peu près le même sort que les 96 autres églises parisiennes. Un patrimoine en voie de délabrement, dont chaque rénovation est difficile à financer. L'Etat avait eu beaucoup de mal à réunir la dizaine de millions d'euros nécessaires [au chantier de restauration](#) que subissait la cathédrale au moment de son incendie. Depuis, le monument croule sous les promesses de don, près d'un milliard d'euros. La Mairie de Paris, elle-même, va confirmer, lors du conseil municipal de mercredi, l'enveloppe de 50 millions d'euros qu'elle avait annoncée lors du drame.

Corniches et linteaux

Cette inégalité de traitement offusque plusieurs conseillers Les Républicains, qui proposeront au Conseil de Paris de réaffecter le fonds municipal à la rénovation à des églises les plus abîmées. « *Selon l'Observatoire du patrimoine religieux, il y a environ onze monuments en danger, dont trois urgents. Il faudrait jusqu'à 200 millions d'euros pour une rénovation complète* », explique Jean-Baptiste de Froment, élu du 9^e arrondissement. La droite avance même qu'à cause du retard des travaux, l'Etat n'a versé que 5 millions d'euros sur les 11 auxquels il s'était engagé dans le plan.

On retrouve l'église de la Madeleine, dont les linteaux fissurés sont épaulés par des échafaudages. Ses corniches dégradées sont emballées par des filets pour éviter toute chute. Saint-Germain-l'Auxerrois, près du Louvre, connaît des infiltrations d'eau inquiétantes.

[Le dossier sur la reconstruction de Notre-Dame](#)

[Les secrets du sauvetage de la cathédrale](#)

Selon les élus de droite, le sous-investissement de la mairie est d'autant plus préoccupant qu'elle n'aurait pas réalisé le plan églises promis en début de mandature et chiffré à 80 millions d'euros. Car seuls 60 millions seraient réellement affectés à la restauration, 20 millions allant à leur entretien. Et Jean-Baptiste de Froment assure que les comptes administratifs 2015-2017 montrent que seuls 40 millions d'euros ont jusqu'ici été dépensés, dont 10 millions venant de l'Etat, du mécénat et des bâches publicitaires.

Deux prestataires

La polémique a mis l'exécutif en colère la semaine dernière. « *L'opposition surfe sur le drame de Notre-Dame, mais le mauvais état des églises est la conséquence d'un sous-investissement pendant une centaine d'années, la dégradation des fresques ne datent pas de la mi-2014. Notre plan est le plus important jamais lancé pour ces monuments. Prenez, par exemple, la nef de Saint-Germain-des-Prés* », rétorque le premier adjoint, Emmanuel Grégoire. Il revendique que 80 millions d'euros auront bien été consommés sur la mandature, incluant

néanmoins les dépenses de l'année 2020. Il concède néanmoins la difficulté de réaliser à temps le plan. « *Il n'y a que deux prestataires en France capables de poser des échafaudages pour ce type de bâtiment, ce qui entraîne des surcoûts et des retards. Et les entreprises spécialisées dans ces métiers d'art ne sont pas nombreuses. Il n'est pas rare que nous ayons des appels d'offres infructueux* »

Sur le fond, Emmanuel Grégoire justifie aussi la situation actuelle. « *Bien sûr que les mairies ne parviennent pas à restaurer tout leur patrimoine religieux. Il est hors de question de dépenser 200 millions d'euros, il y a d'autres priorités.* »

Subventions retirées

D'autres élus de l'opposition contestent l'approche du groupe LR. Le centriste Eric Azière juge qu'il serait malvenu de retirer la promesse de subvention de la mairie à la cathédrale. « *On constate que beaucoup de mairies en France reviennent sur leurs promesses de don.* » L'élue UDI-Modem juge même le plan de la mairie positif. Même constat du côté de l'élue macroniste Julien Bargeton : « *Attention, nous ne sommes pas sûrs qu'il y ait trop d'argent pour Notre-Dame.* »

Budget supplémentaire

La droite a pourtant piqué l'exécutif au vif car Emmanuel Grégoire annoncera ce mercredi une rallonge pour le plan de sauvetage des églises avec 42 millions d'euros qui seront rajoutés au budget supplémentaire de la collectivité, voté en juillet. « *Plus de 140 millions d'euros d'engagement de crédit auront été décidés sur le mandat* » explique la Ville aux Echos.

Matthieu Quiret